

L'éloge de la gratuité
Jean-Marie Harribey
Le Passant Ordinaire, n° 40-41, mai-septembre

Le capitalisme veut tout marchandiser. C'est le ressort de sa dynamique d'accumulation. En phagocytant toutes les activités productives, en éliminant celles qui relèvent de la tradition dans les pays pauvres, en créant de nouveaux besoins, en privatisant les services publics, en grignotant la protection sociale, en s'appropriant les ressources naturelles et la culture, en déposant des brevets sur toutes les connaissances scientifiques, il assure son développement planétaire. Le capital a soif de profit et le profit est au bout de la marchandise. L'extension de la sphère marchande se fait au détriment de la sphère non monétaire (celle des échanges où règnent l'affectivité, la réciprocité ou le bénévolat et qui se déroulent dans un cadre intime ou associatif) et de la sphère monétaire non marchande (celle des services dont le financement est socialisé comme l'éducation, la santé et les retraites). Pourtant, la gratuité et le non marchand dont le paiement est socialisé sont indispensables à toute économie et même – paradoxalement – au capitalisme.

Le faux gratuit

Dernièrement, sont apparus des journaux quotidiens distribués « gratuitement ». Nous connaissons déjà les périodiques d'annonces dont nos boîtes aux lettres sont bourrées sans que nous ayons à déboursier un centime. Ce sont des exemples typiques de fausse gratuité. Le journal « gratuit » n'est pas payé par son lecteur mais par les annonceurs et, au bout du compte, par les consommateurs des produits dont les annonceurs ont vanté les mérites puisque le coût de la publicité est inclus dans le prix du produit final.

Les déboires du commerce en ligne s'expliquent aisément : le journal *Libération* a perdu des clients de papier quand il a mis le contenu en accès libre sur Internet ; *Le Monde* n'a pas trouvé d'acheteurs pour son journal électronique payant. Le mythe de la « nouvelle économie » réside dans la difficulté de trouver qui va payer et ce qu'on va faire payer. Ainsi grandissent les incertitudes au sujet du système UMTS de téléphonie mobile. Et se révèle une nouvelle contradiction du capitalisme : les techniques qu'il développe dans l'espoir de faire du profit donnent un accès potentiel de tous les consommateurs aux biens et services (principe de non exclusion) sans que ces consommateurs se fassent concurrence entre eux (principe de non rivalité).

La leçon à retirer est que tout ce qui a un coût de production n'est pas et ne peut être gratuit. Quelqu'un doit en payer le prix. La fausse gratuité consiste à trouver une bonne mule endossant le fardeau du coût.

Le vrai gratuit

Il n'existe que deux cas de figure de vraie gratuité. Le premier correspond aux productions dont le coût tend vers zéro parce qu'elles demandent de moins en moins d'outils, de matières premières et de travail vivant. On commence à entrevoir cette possibilité pour certaines productions comme les logiciels dont la conception (qui représente un coût fixe) est amortie sur un tel grand nombre de duplications que le coût unitaire en est infime. On trouve là, une fois de plus, une confirmation de cette loi de la valeur-travail si étonnante et dérangeante pour les libéraux : la valeur diminue quand la productivité du travail progresse.

Le deuxième cas de figure de vraie gratuité correspond aux biens naturels auxquels l'humanité a accès sans restriction parce que leur abondance est telle que leur usage est possible sans aucun effort. C'est le cas limite du précédent. Les meilleurs exemples en sont la lumière du soleil et l'air. Mais on voit aussitôt que cette vraie gratuité peut être anéantie si l'abondance se révèle n'être que factice et si l'on a gaspillé une ressource naturelle en croyant

à tort qu'elle était inépuisable. Cela s'est passé pour l'eau et risque d'arriver à l'air. La vraie gratuité peut être également anéantie si une ressource inépuisable est appropriée par certains individus ou groupes qui en limitent l'accès. Cela peut paraître surprenant qu'une ressource inépuisable puisse être appropriée. Or, si l'air et l'eau ne s'épuisent pas quantitativement, leur qualité se détériore et le rétablissement de celle-ci a un coût. Le travail alors nécessaire crée une valeur dont le propriétaire de la ressource appropriée s'accapare une part sous forme de rente. L'eau a déjà un prix, l'air en aura un lorsque les permis de polluer l'auront privatisé. Le capitalisme détruit tout sur son passage et la destruction engendre la rareté : c'est la fin de la gratuité. Elle est donc à reconstruire.

La construction sociale de la gratuité

Puisque la gratuité n'est pas naturelle, la lumière solaire étant la seule exception subsistant, il faut la construire socialement. Cette construction suppose que soit préservé l'espace des relations non monétaires parce qu'il contient des formes de richesses qui échappent à la quantification économique. La qualité des relations humaines, l'allaitement d'un nourrisson par sa mère, le guidage des premiers pas de l'enfant, le lien social qui naît dans l'action associative, l'échange de services entre amis, sont autant de lieux et de moments qui se suffisent à eux-mêmes car ils sont empreints de la logique du don. La gratuité et le don forment un couple d'amour.

Cette construction de la gratuité suppose aussi que soit maintenu et même élargi l'espace monétaire non marchand, c'est-à-dire celui où ne peut régner la gratuité totale à cause du coût mais où ce dernier est pris en charge par la collectivité afin d'assurer une meilleure égalité sociale et l'accès de tous à l'éducation, la santé et la retraite. Ces domaines sont ainsi soustraits à la logique de la rentabilité du capital et cela explique l'acharnement avec lequel l'OCDE, l'OMC, l'Union européenne, tous les gouvernements libéraux ou sociaux-libéraux et les dirigeants des grandes firmes capitalistes veulent les « ouvrir à la concurrence », c'est-à-dire les privatiser.

La gratuité n'a pas de prix

L'accumulation du capital engendre l'insoutenabilité du développement économique, tant sur le plan social puisque le développement implique la généralisation du rapport salarial, que sur le plan écologique puisqu'il implique la dégradation de la nature. Et on voudrait nous faire croire que ces contradictions pourraient se résoudre par une extension encore plus grande des activités marchandes.

Or, ce qu'oublent les apologistes du marché, c'est que l'économie marchande cesserait immédiatement d'exister si un champ de la gratuité ne fonctionnait pas simultanément. Quelle activité économique serait possible sans la lumière gratuite du soleil ? Imagine-t-on une économie qui nécessiterait de devoir payer pour donner la vie à des enfants ? Quelle civilisation se préparerait-il si nous devons acheter notre air quotidien ?

Lorsque les économistes libéraux feignent de s'étonner que les biens fournis par la nature n'aient pas de prix et clament : « mais cela ne vaut pas rien, fixons un prix », ils ignorent que la gratuité est ici synonyme d'infinitude et que, par voie de conséquence, tout ce qui a trait à la vie, celle des hommes ou des autres espèces, et tout ce qui a trait aux conditions de la vie, qu'elles soient biologiques, culturelles ou affectives, échappent au marché et au champ de la monnaie, pour rentrer dans celui de la gratuité. Réciproquement, la gratuité confère un degré de valeur incommensurable. Comme l'écrit Jean-Louis Sagot-Duvaurox : « Seules les choses gratuites donnent sa *valeur* à la vie humaine ». Fondamentalement, la gratuité a sa source dans le don de la vie et la soutenabilité sociale et écologique fonde sa légitimité dans la perpétuation de cette vie reçue et donnée gratuitement. Ce qui est dit de la vie humaine peut être étendu aux choses du monde qui nous entoure. La lumière du soleil et

l'air doivent rester gratuits. La santé, l'éducation et l'eau qu'il faut acheminer ont certes un coût mais leur caractère non marchand signifie que la cotisation versée par chacun lui donne droit à sa part de bien ou service dont la production est collectivement décidée et organisée, part déconnectée du montant de sa cotisation. La sauvegarde des gratuités existantes et l'extension de leur champ sont-elles des manifestations des « rigidités de la société » ? S'il s'agit de se défendre contre la marchandisation, s'il s'agit de se prémunir contre une stratégie de développement durable qui se résumerait au *business* écologique, assurément. Mais ce qui est accusé d'être du conservatisme est éminemment porteur de *valeurs humaines* tout en restreignant les possibilités d'accroissement des *valeurs d'échange*.

Le temps n'a pas de prix

Mieux la charge de travail nécessaire à la production et les revenus qui en résultent sont équitablement répartis et plus la société reconnaît à chacun de ses membres l'égalité de sa vie, de son temps de vie, de son apport à la production collective par rapport à ceux de ses semblables, alors plus il est possible à chacun de trouver identité et reconnaissance sociale à la fois dans le travail et dans des activités autonomes libérées de la contrainte marchande. En d'autres termes, la soutenabilité, la réduction des inégalités, l'extension de la gratuité forment une alternative avec la dualisation de la société. Le partage et la gratuité unifient la société là où la marchandisation la fissure, la fracture, la dissout.

La réappropriation par l'homme de son temps, donc de sa vie elle-même, n'est réelle que si le temps libre est du temps gratuit. Le développement économique et l'accumulation capitaliste n'ont été possibles que par le découpage du temps de vie en tranches, dont une était transformée en quasi marchandise – le temps de travail – pour produire de véritables marchandises, une autre était transformée en consommation de marchandises, la tranche libre étant réduite à la portion congrue. L'aliénation du temps de vie, qui est à la base de tout rapport social d'exploitation et de domination, empêche la libre disposition de l'existence que chaque être humain reçoit gratuitement. La malédiction – tu travailleras à la sueur de ton front – qui habite la philosophie judéo-chrétienne place l'*obligation* d'aliéner son temps, c'est-à-dire l'*interdit* de sa libre jouissance, dans les têtes et les consciences. Temps libre et temps gratuit : là se trouve l'enjeu de la réduction du temps de travail car le capitalisme ne peut se permettre de ne plus contrôler une part du temps de vie qui ne serait consacrée ni à travailler, ni à consommer, ni à se reposer du travail, ni à se reposer du travail en consommant. Telle est la raison de la haine de classe qui transpire chez les bourgeois quand on leur parle de RTT pour les salariés : où irions-nous si nous nous mettions à penser ? Or, calculer et fabriquer prennent de moins en moins de temps et penser en prend toujours autant. Mais, réjouissons-nous : penser est gratuit.